

N° 2412.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BELGIQUE**

Accord concernant l'érection en Belgique de monuments commémoratifs par la Commission américaine des monuments de guerre. Signé à Paris, le 4 octobre 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BELGIUM**

Agreement concerning the Erection by the American Battle Monuments Commission of certain Memorials in Belgium. Signed at Paris, October 4, 1929.

N^o 2412. — ACCORD¹ CONCLU ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE BELGIQUE ET DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, CONCERNANT L'ÉRECTION EN BELGIQUE DE MONUMENTS COMMEMORATIFS PAR LA COMMISSION AMÉRICAINE DES MONUMENTS DE GUERRE. SIGNÉ A PARIS, LE 4 OCTOBRE 1929.

No. 2412. — AGREEMENT¹ CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENTS OF BELGIUM AND OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONCERNING THE ERECTION BY THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION OF CERTAIN MEMORIALS IN BELGIUM. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 4, 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} août 1930.

Cet accord a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 10 juillet 1930.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 1st, 1930.

This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, July 10, 1930.

Le présent accord, conclu à Paris le 4 octobre 1929, entre LE GOUVERNEMENT ROYAL BELGE représenté par M. le baron E. DE GAIFFIER D'HESTROY, ambassadeur de Belgique à Paris, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, représenté par le général John J. PERSHING, de la Commission américaine des monuments de guerre, d'autre part, pour l'acquisition, par le Gouvernement royal belge de terrains devant servir d'emplacements pour les monuments que la commission américaine des monuments de guerre se propose d'ériger en Belgique, en vertu de la loi du Congrès des États-Unis, approuvée le 4 mars 1923, intitulée « Loi pour la création d'une commission américaine de monuments de guerre en vue d'ériger des monuments commémorant dignement les services des soldats américains en Europe, et pour d'autres buts », certifie que :

This Agreement made at Paris, on the 4th October 1929 by and between THE ROYAL BELGIAN GOVERNMENT, represented by Baron E. DE GAIFFIER D'HESTROY, Belgian Ambassador in Paris, party of the first part, and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, represented by General John J. PERSHING, of the American Battle Monuments Commission, party of the second part, for the acquisition by the Royal Belgian Government of lands intended as sites for monuments which the American Battle Monuments Commission is to erect in Belgium, in accordance with and by authority of the Act of Congress of the United States approved March 4th, 1923 entitled "An act for the creation of an American Battle Monuments Commission to erect suitable memorials, commemorating the services of the American soldiers in Europe and for other purposes", witnesseth that :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 17 avril 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, April 17, 1930.

Article premier.

Le Gouvernement belge acquerra à l'amiable les terrains nécessaires à l'érection des monuments commémoratifs américains.

Article 2.

Les tractations à engager avec les propriétaires ou locataires des terrains précités en vue de la cession amiable desdits terrains, seront faites par la Commission américaine des Monuments de guerre, qui remboursera au Gouvernement belge le montant du prix et des frais d'acquisition.

Article 3.

Les terrains en question, ainsi que les monuments y érigés, seront la propriété du Gouvernement belge qui en concédera gratuitement et à perpétuité l'usage et la libre disposition au Gouvernement des Etats-Unis.

Article 4.

Les terrains acquis resteront perpétuellement affectés à leur destination, sans toutefois que l'Etat belge puisse encourir de responsabilité en ce qui concerne l'entretien et la conservation des monuments et de leurs accessoires.

Si dans l'avenir, les monuments venaient à disparaître ou à tomber en ruines, par suite d'un abandon que l'on pourrait considérer comme définitif, et après que l'Etat belge aurait informé le Gouvernement des Etats-Unis de leur état suffisamment à temps pour permettre à ce dernier d'y remédier, s'il le juge utile, l'Etat belge ne pourrait être tenu à perpétuité de laisser improductifs les terrains susvisés et pourrait les utiliser à d'autres fins.

Article 5.

Il est expressément convenu que lesdits terrains pourront être désaffectés pour des raisons d'intérêt général ou d'utilité publique que l'Etat belge sera seul en droit d'apprécier.

En ce cas, après avoir pris l'avis de la Commission américaine des Monuments de guerre, ou éventuellement du représentant désigné par

Article 1.

The Belgian Government will acquire, by mutual agreement with the proprietors, the lands necessary for the erection of the American memorials.

Article 2.

The negotiations with the owners or tenants for the cession of the said lands will be pursued by the American Battle Monuments Commission, who will reimburse the Belgian Government for the purchase price thereof and for any expenses occasioned by the acquisition.

Article 3.

The said lands, as well as the monuments erected thereon, will be the property of the Belgian Government, who will grant to the Government of the United States without cost and in perpetuity the use and free disposal thereof.

Article 4.

The lands acquired will be devoted in perpetuity to the purpose above mentioned, but the Belgian Government shall have no responsibility with respect to the maintenance or the preservation of the monuments and their accessories.

If, in the future, the monuments should disappear or fall into ruin as a result of abandonment that can be considered as definite, and after the Belgian Government, has informed the Government of the United States of their condition sufficiently in time so as to permit the latter to remedy the same if it so desires, the Belgian Government shall no longer be bound to permit the said lands to remain unproductive in perpetuity and shall have the right to use them for other purposes.

Article 5.

It is expressly agreed that the said lands can be divested of their special character for reasons of the public welfare or public utility, of which the Belgian Government alone shall be judge.

In such case, after having consulted the American Battle Monument Commission or eventually the Secretary of War, the Belgian Government

le Secrétaire américain pour la Guerre, l'Etat belge se chargera, pour autant que ce soit encore faisable, de réédifier à ses frais, en un autre endroit de son territoire et dans des conditions équivalentes, les monuments érigés sur les terrains désaffectés.

Article 6.

La Commission américaine des Monuments de guerre ou éventuellement l'organisme qui la remplacera, administrera à perpétuité les terrains et monuments, en se conformant aux lois et règlements belges, et supportera toutes les charges qui pourraient les grever, et plus généralement de telle façon que l'Etat belge ne puisse être inquiété en quoi que ce soit.

Article 7.

Le Gouvernement belge réglera toutes les difficultés pouvant s'élever avec les propriétaires ou locataires riverains ; il suivra toutes actions ou défenses qu'il paraîtrait nécessaire par la suite d'intenter ou de soutenir au sujet des immeubles acquis. Les frais correspondants et, éventuellement, le montant des condamnations lui seront remboursés par le Gouvernement des Etats-Unis.

Il demeure entendu, toutefois, que le règlement des dommages causés, soit par le personnel préposé par le Gouvernement des Etats-Unis à l'entretien et à la garde des monuments commémoratifs américains, soit par du matériel lui appartenant, sera poursuivi à la diligence du représentant désigné par ce gouvernement.

Le présent accord sera ratifié par les deux gouvernements.

L'échange des ratifications aura lieu à Bruxelles.

En foi de quoi les jour, mois et an que dessus, cet accord a été rédigé en quatre exemplaires, chacun d'eux ayant la même valeur et effet qu'un original, par le Gouvernement des Etats-Unis représenté par le général John J. Pershing de la Commission américaine des Monuments de guerre, et par le Gouvernement royal belge représenté par M. le baron E. de Gaiffier d'Hestroy, ambassadeur de Belgique à Paris.

(Signé) E. DE GAIFFIER D'HESTROY.

(Signé) John J. PERSHING.

will undertake, as far as it is still practicable, to rebuild at its own expense at another place in its territory and under similar conditions the monuments erected upon the lands in question.

Article 6.

The American Battle Monuments Commission or the organization which will eventually replace it will administer the land and monuments in perpetuity, in conformity with the Belgian laws and regulations, and will bear all expenses incident thereto so that the Belgian Government shall not be involved in any way.

Article 7.

The Belgian Government will settle all difficulties which may arise with owners or tenants of adjoining lands ; it will institute and pursue any suit or sustain any defense concerning the properties acquired which may hereafter appear necessary. The cost involved and the amount of any possible judgments rendered against the Belgian Government will be repaid by the Government of the United States.

It is agreed, however, that settlement for damages caused by the personnel appointed by the Government of the United States for the maintenance and guarding of the American memorials or by the equipment belonging to it, will be undertaken by the representative appointed by that Government.

The present Accord is to be ratified by both Governments.

The exchange of ratifications is to take place in Brussels.

In witness whereof the date, month and year above-mentioned, this Agreement has been signed in four copies each copy having the same value and effect as an original, by the Government of the United States, represented by General John J. Pershing of the American Battle Monuments Commission, and the Royal Belgian Government, represented by Baron E. de Gaiffier d'Hestroy, Belgian Ambassador in Paris.